

Délibération n° 2017-06-29/09

Objet : Convention de fonds de concours de la Commune de Pérols à Montpellier Méditerranée Métropole pour les études préalables à la détermination du potentiel touristique et à la faisabilité de l'aménagement des berges du Canal et du Port de Pérols - Secteur de l'Avranche

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUIN 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-neuf juin,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 23 juin 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - M. Litton - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leiendeckers - R. Casas Mateu - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - S. Waselynck - B. Lledo - I. Gianiel

Absents représentés : M. Pellet excusé pouvoir à J.P. Rico - J.M. Malek excusé pouvoir à M. Litton - P. Nivesse excusée pouvoir à C. Pistre - G. Riguidel excusé pouvoir à F. Bertouy - S. Riscal excusée pouvoir à M. Marcou - B. Deltour excusé pouvoir à B. Conte Arranz

Monsieur Le Maire rapporte :

La Métropole de Montpellier Méditerranée, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et touristique, envisage de réaliser sur le territoire de la Commune de Pérols, une étude destinée principalement à déterminer le potentiel touristique du site du Port et du Canal de Pérols sur le secteur dit de l'Avranche.

Afin de définir les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de ce projet de développement touristique lui permettant de se prononcer sur son opportunité, d'en arrêter précisément le périmètre d'intervention et le programme, et d'en préciser les modalités de réalisation éventuelle, la Métropole a décidé de confier la conduite de cette étude à la Société Publique Locale L'Or Aménagement dans le cadre d'un mandat d'études. Elles visent à évaluer la faisabilité d'une opération d'aménagement à usage touristique visant à valoriser les berges du canal et le port de Pérols.

La décision n° D2017-468 du 28/06/2017 a autorisé la signature de cette convention de mandat d'étude entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Publique Locale L'Or Aménagement. Le montant global de cette étude s'élève à 131.090,00 € HT soit 157.308,00 € TTC dont la rémunération du mandataire qui s'élève à 30 090,00 € H.T. soit 36 108,00 € TTC.

Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

Compte tenu du fait que si le projet retenu relève effectivement de la compétence de la Métropole, il est par ailleurs cohérent avec les objectifs du projet de la Commune de Pérols. Montpellier Méditerranée Métropole a donc sollicité un fonds de concours de la commune.

Celui-ci pourrait s'élever à un montant total de 47 000,00 €, pour le financement de ces études préalables. Cette participation sera financée sur 2 ans, sur les exercices budgétaires 2017 et 2018 de la commune soit 23 500,00 € par an.

La durée de la convention est fixée à deux années à compter de la signature de la présente convention de fonds de concours.

Les modalités de participation de la Commune à ce projet sont déterminées dans la convention annexée à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser la signature de la convention de fonds de concours entre la Commune de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget du port ;
- Dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 23 voix (4 contre : C. Germain – A. Estève – C. Prost – I. Gianiel ; 2 abstentions : A. Jamet – S. Waselynck).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 29 juin 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

